

Comment la réforme de l'état a désarmé l'état ?

Article rédigé par *Roland Hureaux*, le 06 juillet 2016

[Source : Liberté Politique]

Attentats, désordres : comment la réforme de l'état a désarmé l'état ?

Parmi les nombreux facteurs de tension qui pèsent aujourd'hui sur l'opinion française, il faut faire un sort à part aux actes terroristes de 1995 et au désordre qui entoure les manifestations contre la loi Travail.

Même si les menaces terroristes ont aussi d'autres causes, il n'est pas inutile de les mettre en relation avec la réforme des services de renseignement qui a été opérée en 2008.

Il y avait jusque là deux services de renseignement intérieur (outre la gendarmerie qui a toujours fait du renseignement sans avoir de service dédié): la Direction de la sécurité du territoire (contre-espionnage) et les Renseignements généraux (renseignement politique et social pour le compte du gouvernement). Tous les deux dépendaient de la Direction générale de la police nationale.

Ils ont été fusionnés pour ne plus former qu'un seul service, la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), laquelle a été en 2014 séparée de la Direction de la police nationale, prenant le nom de Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) ? L'antiterrorisme lui est rattaché.

Une fusion contestable

La fusion de 2008 s'est avérée catastrophique pour chacun des services, comme d'ailleurs presque toutes les fusions de services administratifs.

La DST fonctionnait bien: grâce à elle, les attentats terroristes avaient été prévenus et évités sur le territoire métropolitain entre 1996 et 2012. Corps de fonctionnaires de qualité, suffisamment réduit pour que ses agents se connaissent et coopèrent efficacement, ils n'avait pas besoin d'être réformé, sinon à la marge, si le génie national ne s'attachait presque systématiquement à réformer ce qui marche bien tout en délaissant le reste. Les intéressés ont mal pris la fusion avec le corps des Renseignements généraux dont ils n'avaient que faire et dont la culture était différente. Sans doute la menace terroriste s'est elle aggravée au cours des années 2010 : le nombre de suspects à suivre ne se compte plus en centaines mais en milliers. Mais beaucoup pensent que les attentats du 7 janvier et du 13 novembre 2015 auraient été prévenus si la DST n'avait été mise sens dessus-dessous par la réforme, aggravée par une réduction d'effectifs.

Les Renseignements généraux ne faisaient pas que du renseignement politique. Ils n'en faisaient même parfois qu'accessoirement, les préfets étant généralement mieux informés qu'eux grâce à leurs contacts politiques et mondains; ils faisaient en revanche du renseignement social, se rendant dans les usines,

connaissant les dirigeants syndicaux, servant non seulement d'informateurs mais de relais, voire de médiateurs; ils pouvaient voir venir la montée du mécontentement, en informer l'autorité, faire passer des messages, négocier des compromis sur le déroulé d'une manifestation, prévenir les débordements. Réorientés vers la lutte antiterroriste qui n'était pas dans leur culture, ils n'assurent plus guère cette fonction éminemment utile d'huilage social.

On peut légitimement penser que les incidents d'Air France auraient été évités si les Renseignements généraux avaient été présents dans le conflit. Il est aussi vraisemblable qu'avec l'ancien système, les luttes sociales ne se seraient pas envenimées autant qu'elles l'ont fait depuis quelques semaines. Est-ce la CGT qui a changé ou les relais de l'Etat sur le terrain social qui se sont affaiblis ? On peut en débattre.

L'application de schémas mécaniques

Il ne faut pas jeter la pierre à Nicolas Sarkozy qui a opéré la réforme de 2011. Il n'a fait qu'appliquer le schéma a priori prescrit par la loi organique sur les lois des finances du 1er août 2001 qui prévoyait pour l'ensemble de l'État la fusion de tous les services ayant à *peu près* les mêmes fonctions. A peu près, pour l'œil distant des financiers de Bercy ou pour les journalistes mais pas exactement pour les agents concernés. Ces schémas technocratiques n'intégraient ni les différences subtiles de méthode, ni les chocs de culture prévisibles; dans bien des domaines (Pole emploi, services locaux de l'État), les fusions ont désorganisé de manière durable des services qui marchaient. Des réformes mal acceptées et mal comprises entraînent une démoralisation du personnel et donc une baisse d'efficacité qui n'est pas le moindre de leurs effets fâcheux.

Mais, dira-t-on, ne faut-il pas faire économies ? Certes, mais la fusion n'est pas nécessairement la meilleure voie pour cela : des fonctions communes peuvent être mutualisées sans aller jusqu'à la fusion; il est possible de réduire les effectifs d'un service sans qu'il soit nécessaire de le fusionner avec un autre. Surtout si on s'évertue en parallèle à simplifier les procédures, ce qui n'a guère été le cas depuis 2000.

Il est probable que lorsqu'on fera le bilan des réformes administratives des années 2000, supposées introduire les "méthodes managériales" dans l'administration, particulièrement en matière de sécurité, on prendra la mesure du désastre.